

Un document du camarade Renato-Curcio : - 1976

-----  
L'ULTRA - REVISIONNISME  
-----

Dans l'histoire, la guerre est le moyen par lequel l'impérialisme a toujours résolu ses crises périodiques de surproduction. En fait, non seulement la guerre permet aux puissances capitalistes victorieuses d'élargir leurs bases productives au détriment des nations capitalistes vaincues, mais surtout "guerre" signifie destruction de capitaux, matériels et humains, donc possibilité de reprise du cycle économique pour une durée assez longue.

Après toute guerre, on assiste encore à une période de crise ; la crise n'est plus déterminée alors par une surproduction de capitaux, mais bien par une SOUS-PRODUCTION : ceci détermine pour un certain temps encore des contradictions et des déséquilibres que pourtant, la machine capitaliste "rajeunie" a la force de maîtriser rapidement. Donc, dans la crise qui suit la guerre, les rapports de force sont globalement favorables à l'impérialisme et les luttes révolutionnaires qui ont lieu se soldent bien difficilement à l'avantage des forces révolutionnaires (et ceci vaut surtout dans les zones capitalistes les plus fortes).

Il est raisonnable de penser que ceci est la clef objective pour expliquer par exemple l'échec de la révolution communiste dans les pays capitalistes avancés, dans la période qui suit immédiatement la première guerre mondiale ; ou bien aussi l'annihilation de la force politique et militaire du mouvement ouvrier italien après la résistance.

On peut donc formuler la généralisation suivante : pendant la CRISE, le mot d'ordre de la bourgeoisie est de "transformer la guerre civile en guerre impérialiste et combattre ainsi la révolution", celui des communistes doit nécessairement être : d' "accélérer et aiguïser le processus de guerre civile dans les actes et d'empêcher ainsi la guerre impérialiste".

En effet, les différentes puissances capitalistes ne peuvent se faire la guerre que si leur propre arrière est pacifié et solidaire, pour pouvoir ainsi soutenir la dureté du combat ; on pourrait citer de très nombreux exemples de guerres entre états capitalistes qui se sont conclues dès que s'est présenté seulement même le danger de la révolution communiste, et les diverses bourgeoisies qui s'étaient montrées d'abord des ennemis mortels, se sont étroitement unies contre le prolétariat insurgé (deux cas suffisent : la Commune de Paris et la révolution bolchévique).

Voici la leçon que Marx tire de la Commune de 71 :  
"Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, le vaincu et le vainqueur fraternisent pour MASSACRER en commun le prolé-

tariat, cet évènement inouï prouve, non pas comme Bismarck le pense, l'écrasement définitif d'une nouvelle société montante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise. Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale ; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et on se débarrasse de cette mystification, aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile..."

C'est donc dans la CRISE QUI PRECEDE LA GUERRE que les rapports de force sont stratégiquement favorables à la révolution. En effet, cette crise de surproduction de capitaux (cf. \* Crise et révolution) génère de très fortes contradictions qui déterminent une lutte de classe très violente, et dans la mesure où la GUERRE CIVILE NE peut pas se transformer en guerre impérialiste la crise devient insoluble - accentuant ainsi encore plus le processus de guerre civile dans les actes. C'est là la dialectique qui pourra clouer le développement capitaliste. Pendant la crise, bourgeoisie et prolétariat doivent donc nécessairement se mesurer sur le terrain de la GUERRE CIVILE ; c'est l'issue de ce duel qui déterminera toute évolution ultérieure.

Pour pacifier son "arrière" la bourgeoisie utilise des moyens militaires (voir actuellement la restructuration des forces militaires pour une fonction clairement antiprolétarienne, les différentes polices spéciales "anti-terroristes") et des moyens politiques.

Parmi ces derniers, le principal est le réformisme, au moyen duquel on cherche à enfermer les poussées révolutionnaires potentielles dans le développement capitaliste. Pour cette raison, avant toute guerre, on assiste à la "trahison" des partis ouvriers (on se souvient de la triste fin de la IIème internationale) et à leur passage définitif dans les rangs de la bourgeoisie.

J'ouvre ici une courte parenthèse que je ne développe pas maintenant mais que j'ébauche simplement.

Dans la CRISE ACTUELLE, en dernière analyse, l'appareil de coercition de l'Etat fait face à l'incapacité d'exercer une action hégémonique sur le corps social tout entier.

Mais, à cette crise du pouvoir hégémonique (capacité d'exercer dans tous les camps une fonction progressive effective) dans la société capitaliste moderne (après la 2ème guerre mondiale) ne succède pas automatiquement l'imposition du talon de fer, de la répression ouvertement "fasciste", et même, nous assistons à deux mouvements parallèles, contemporains et intimement contradictoires :

- l'utilisation des forces réformistes (réformisme bourgeois-social-démocratie) dans la gestion du pouvoir (c'est-à-dire l'exploitation de leur mince pouvoir hégémonique en remplacement de celui de la bourgeoisie, tendant désormais à zéro) ;

\* Crise et révolution : texte des B. R.

- la mise au point d'un appareil coercitif efficace à l'ombre du drapeau rouge.

Les partis réformistes, sociaux-démocrates, sont donc le paravent organique derrière lequel se construit la petite revanche contre-révolutionnaire des patrons. Leur complicité consiste à tenir en bride les poussées révolutionnaires en donnant ainsi à la bourgeoisie le temps de repartir à l'offensive ; à donner l'illusion à une partie du prolétariat de "construire le socialisme par la démocratie", à fournir à la bourgeoisie les justifications idéologiques, politiques, au massacre des tentatives révolutionnaires du prolétariat par les moyens les plus infâmes. La crise italienne de 69 à aujourd'hui est exemplaire à cet égard.

Qu'est-ce qui a prospéré à l'ombre du centre-gauche ?  
Qu'est-ce qui se trame à l'ombre du P.C.I. ? L'Etat impérialiste des multinationales, qu'est-ce que c'est, sinon l'ETAT POLICIER social-démocrate au service des multinationales ?

Le vieux Karl disait que pour comprendre la chimie il faut étudier l'homme et non le contraire. Pour comprendre la tendance de transformation institutionnelle que la bourgeoisie italienne veut affermir dans la crise, il faut donc regarder vers "l'état de sécurité nationale" des U.S.A. ou de la R.F.A. et non dans la direction de la Grèce des colonels ou de l'Espagne franquiste.

C'est donc dans ce cadre qu'il faudra redéfinir les concepts "d'état", de "démocratie", "d'appareil coercitif", "d'appareil hégémonique", et ainsi de suite. Sinon, on risque d'utiliser des mots morts depuis longtemps, et plus rien n'est compréhensible.

Le second problème est celui des prises de position les plus récentes des ultra-révisionnistes, et dont l'aspect le plus révoltant est le complet sérieux avec lequel ils disent des bêtises.

Après avoir renié les principes du socialisme scientifique, et s'être débarrassés de l'internationalisme prolétarien, ils sont maintenant aux prises avec les problèmes les plus obsédants de la bourgeoisie : la crise économique et les contradictions sociales et politiques qu'elle fait exploser. C'est justement sur ce terrain que les "propositions" du P.C.I. sont au-dessous de ce qu'attendent les multinationales. Non pas en contradiction, mais pas assez courageuses. Le P.C.I. ne fait plus peur à la grande bourgeoisie impérialiste par ce qu'il propose, mais par les limites de sa proposition. Certains spécialistes anglais en économie disaient qu'un parti qui "demande à rester dans l'OTAN, favorable à la C.E.E., et ne veut pas détruire l'économie de marché, mais refuse même de nouvelles nationalisations, reconnaît la philosophie du profit et le rôle des multinationales, qui en outre repousse l'idée d'un front populaire de gauche comme dangereuse en l'opposant à celle, typiquement réformiste, de "dé-

mocratie du consensus", place sa politique dans la tradition libérale-démocrate et ne doit pas s'inquiéter de sa mauvaise habitude à continuer de s'appeler communiste".

Cette position, mêmes les ultra-révisionnistes se l'attribuent, et Bobbio résume bien leurs points de vue quand il dit que malgré les lugubres prophéties de Marx, Engels, Lénine et leurs partisans, "l'ETAT DEMEURE" ! Celui-ci sera réformé, oui, mais "le nouvel Etat ne pourra pas abandonner et se passer d'INSTITUTIONS éprouvées, à travers les siècles au cours desquels s'est construit peu à peu l'Etat libéral-démocrate".

En quoi consiste la "réforme de l'Etat", Ingrao l'a bien expliqué : "l'Etat comme nous le connaissons aujourd'hui en Italie (76) se situe tout entier dans le processus productif. D'une manière très singulière pourtant ; il se soucie des conséquences de certains choix : niveau du salaire, temps de pause au travail, réflexions au niveau du territoire et implication pour les communes ; l'Etat est arrivé à prendre en charge le rôle de garant direct du profit et des mécanismes d'afflux de l'épargne vers les investissements. Il doit le faire parce qu'il y est contraint historiquement par le développement de la société. Mais, à ce moment là, est-il cohérent que l'Etat se mêle de toutes ces choses et n'intervienne pas sur les grands choix concernant la production qui l'influencent de manière décisive ? C'est-à-dire qu'il s'occupe du bas et pas du haut ? Voilà la contradiction qui est en train de devenir explosive". Et voilà aussi la contradiction que le P.C.I. se propose de ne pas faire exploser, en demandant l'ajustement du pouvoir central (Parlement) et du pouvoir local (Regnoris et communes) à la structure économique rationalisée sur un modèle de CAPITALISME D'ETAT IMPARFAIT. Imparfait dans un sens clarifié par Napolitano : "Sans élargir la participation de l'Etat qui est déjà assez grande, mais à l'aide d'une réorganisation de manière à obtenir un système de présence générale plus efficace".

La complication impérialiste, la dimension supranationale des rapports et des conditionnements économiques et politiques dans lesquelles cet ETAT est amené à agir ont été analysées récemment dans une réunion du CESPE (Centro Studi Politica Economica du P.C.I.). En résumé, le discours d'Eugène PEGGIO, porte-parole officiel, est celui-ci : la crise économique que nous traversons est la plus profonde depuis la fin de la 2ème guerre mondiale. L'incidence de la composante internationale (poids des importations-exportations) est d'autant plus grande que la balance des paiements est en déficit. Le problème de fond est donc de rééquilibrer cette balance. De ceci dépend en effet :

- 1) la possibilité d'éviter une aggravation des rapports entre la lire et les autres monnaies,
- 2) la sauvegarde de l'autonomie et de l'indépendance de l'Italie. (Il est clair que plus l'ENDETTEMENT est grand, plus le conditionnement des choix économiques et politiques nationaux est fort. Les emprunts sont subordonnés à l'acceptation d'un ROLE précis à l'INTERIEUR DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL dans la zone impérialiste.)

3) la possibilité que le désordre provoqué par l'inflation et par la dévaluation puissent alimenter de nouvelles menaces pour la démocratie italienne. Mais que faire pour favoriser ce ré-équilibrage ? Une fois exclu le rétablissement d'une politique protectionniste inspirée par des fermetures nationalistes irréalisables, il ne reste, d'après PEGGIO, qu'à viser à une AMELIORATION substantielle de la place que l'Italie occupe dans la DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL à l'intérieur du même camp impérialiste, dans le processus d'intégration commencé en Europe occidentale. C'est-à-dire pour résumer : la bataille menée à l'intérieur du pays pour un "nouveau modèle de développement" doit l'être en fonction de la bataille que l'on doit mener dans la zone impérialiste pour gagner des positions dans la division du travail, des marchés, des profits, imposée et planifiés par les U.S.A. et la R.F.A.

Le propos paraît logique, à part qu'il se heurte à un obstacle insurmontable, c'est-à-dire contre la "donnée immédiate", que pour sauvegarder le plus longtemps possible leurs intérêts, U.S.A. et R.F.A. (au sommet de l'échelle hiérarchique du système impérialiste) ont déjà depuis longtemps établi quelle doit être la place de l'Italie à l'intérieur du "système démocrate occidental".

Ils savent bien que cette CRISE est vraiment profonde, qu'elle n'a pas de débouché visible dans une guerre conventionnelle, qu'elle sera, pour cela, très longue, que les pays les plus faibles comme l'Italie devront payer la charge la plus forte.

Ils savent qu'en ce moment il n'y a pas de défection possible, que pour le système le mot d'ordre doit être "se sauver ensemble ou couler ensemble", que l'autonomie et l'indépendance nationales sont des concepts d'une autre époque, qu'accepter un changement "politique" veut dire en un sens accepter une redéfinition économique et politique de toute l'Europe.

Quand il n'y a pas un GATEAU DE SUPERPROFITS à partager, quand la surpopulation relative rejoint des limites exceptionnelles, quand les "crimes contre le patrimoine" deviennent une issue possible à la faim et au niveau de la masse, quand l'action d'une avant-garde de guérilleros donne naissance à des niveaux de conscience révolutionnaire nouveaux, de mobilisation, d'enthousiasme combatif, c'est-à-dire, quand le capital ne peut plus planifier même les petites concessions pour corrompre la conscience de classe et dévier la violence réprimée vers des objectifs inoffensifs pour le système, alors, le choix est clair, sans alternatives stratégiques ; C'EST LA CONTRE-REVOLUTION OUVERTE, capillaire, sur tous les terrains, de l'usine à l'Etat. Et c'est justement ce qui est EN TRAIN DE SE PASSER.

Le problème pour la bourgeoisie impérialiste est donc le suivant : le P.C.I. a-t-il les atouts en main pour affronter ces problèmes ? Et donc, est-il d'accord et disposé à faire avaler d'énormes SACRIFICES aux travailleurs, à tenir tranquilles les

chômeurs, les retraités, les jeunes à la recherche d'un emploi, en leur remplissant la panse de promesses et de mirages, à redonner temps et vigueur au capital pour constituer ses marges de profit, à ne pas entraver les choix scélérats des grandes multinationales, à réprimer toute résistance et surtout les avant-gardes de toute résistance, à manoeuvrer l'appareil coercitif de l'Etat impérialiste au secours de l'économie impérialiste ?

Et dans le même temps, le P.C.I. est-il disposé à prendre acte que la place de l'Italie à l'intérieur de la division impérialiste du travail A DEJA ETE définie et est celle d'un PAYS DE SECONDE ZONE, SURFACE DE RESERVE, POUBELLE DE L'EUROPE, pays dans lequel la diversification de la production signifie une seule chose : faire ces travaux sales que personne, absolument personne, ne veut faire parce qu'ils sont pénibles, nocifs, malsains. Non, malgré ses efforts, le P.C.I. n'est pas l'as dans la manche de l'impérialisme, tout au plus son citron : il sera joué contre les masses, lancé contre toute résistance révolutionnaire tant que cela sera possible, puis, c'est la poubelle qui l'attend. Jamais la victoire ne lui est parue si proche, et jamais il n'a été si près de la défaite. C'est le destin des réformistes : être des consciences moyennes, comme MARX les définissait, des amoureux du compromis.